



Caisse cantonale neuchâtelaise d'assurance-chômage

86^{ème}
rapport
annuel

CCNAC

*CAISSE CANTONALE
NEUCHATELOISE
D'ASSURANCE- CHÔMAGE*

ANNEE 2013



Table des matières

Introduction	1
<i>Structure de la CCNAC</i>	1
Administration Centrale	2
<i>Les Agences</i>	2
<i>Organigramme au 31.12.2013</i>	3
Généralités	4
<i>Conjoncture</i>	4
<i>Le chèque-Emploi</i>	5
Evolution du nombre d'assurés inscrits	6
Evolution du nombre d'indemnités versées	7
Evolution du montant des indemnités versées	8
Evolution du nombre d'hommes et femmes au chômage	9
<i>Nombre de personnes par gains assurés</i>	10
<i>Nombre de personnes par classe d'âge</i>	11
Le service juridique	12
<i>Tendance des trois dernières années</i>	13
<i>Les décisions administratives</i>	14
<i>Décisions prises par la Cour de droit publique</i>	15
Les indemnités versées aux entreprises	16
<i>Les chiffres clés</i>	16
<i>Les chiffres pour l'ensemble du pays</i>	17
La Comptabilité	18
<i>Tableau d'évolution des créances de la caisse</i>	18
<i>Compte d'exploitation 2013</i>	19
<i>Bilan 2013</i>	20
Le centre suisse de Microfilmage	21
<i>Statistiques des machines</i>	22
<i>Volume des données détruites</i>	23
<i>Laboratoire de développement</i>	24
Fonds cantonal d'insolvabilité	25
<i>Charges comptabilisées en 2013</i>	26
<i>Compte d'exploitation et bilan 2013</i>	26
Subventions cantonales aux primes APG	27
Conclusions	28



INTRODUCTION

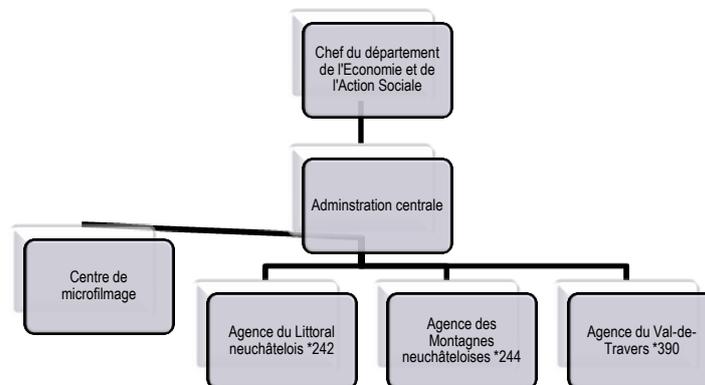
En vertu de l'article 22, alinéa 2, de l'arrêté fédéral du 8 octobre 1976 instituant l'assurance-chômage obligatoire, la République et canton de Neuchâtel gère à titre de fondatrice, à partir du 1^{er} avril 1977, la Caisse cantonale neuchâteloise d'assurance-chômage (ci-après CCNAC).

STRUCTURE

La CCNAC, rattachée au Département de l'Economie et de l'action sociale, est constituée d'une administration centrale et de trois agences.

La CCNAC est au service des personnes et des entreprises situées dans le Canton de Neuchâtel pour leur verser les prestations auxquelles elles ont droit, d'une part, et répondre à toutes les questions relatives au droit du travail, d'autre part. A cet effet, elle met à disposition son service juridique.

De plus, la CCNAC assure un mandat de prestations confié par Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO), soit l'exploitation du centre suisse de microfilmage.



***242 Agence du Littoral neuchâtelois**

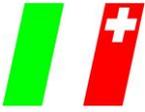
Communes des districts de Neuchâtel et de Boudry + Val-de-Ruz (partiellement)

***244 Agence des montagnes neuchâteloises**

Communes des districts de la Chaux-de-Fonds et du Locle + Val-de-Ruz (partiellement)

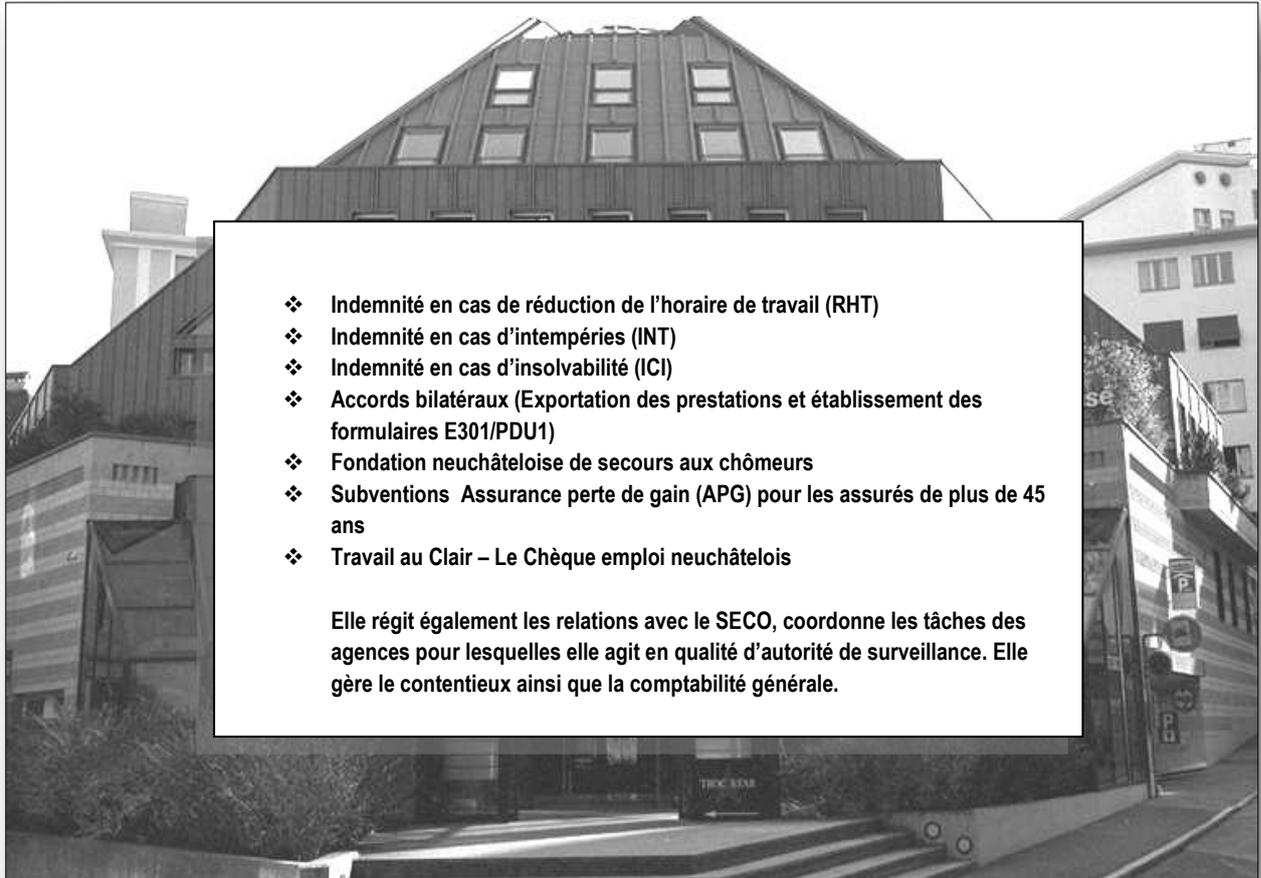
***390 Agence du Val-de-Travers**

Communes du Val-de-Travers



ADMINISTRATION CENTRALE

L'administration centrale a pour tâche principale, l'application des dispositions légales suivantes :



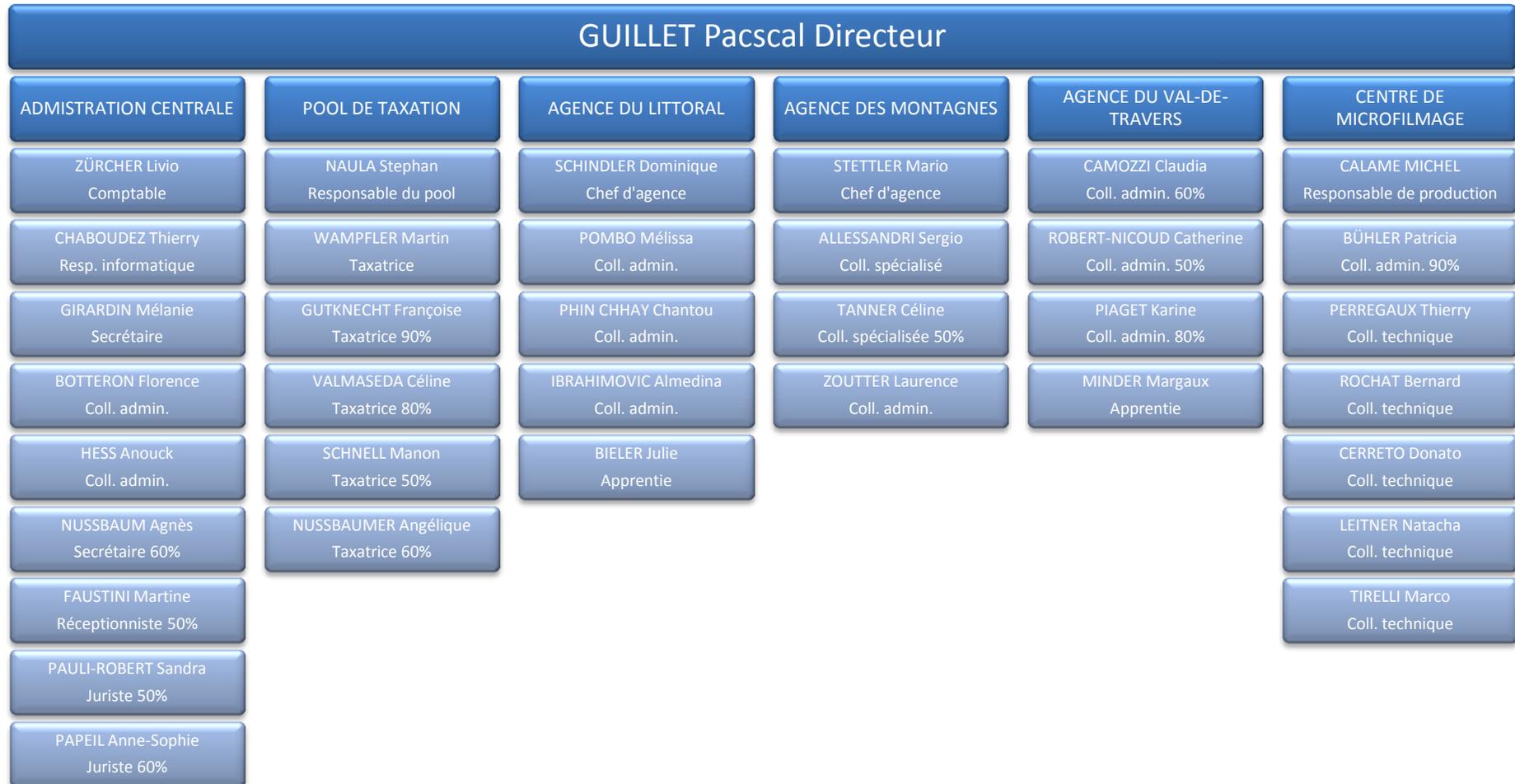
LES AGENCES

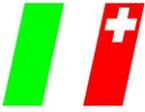
Les agences des Montagnes et du Littoral s'occupent de l'accueil et de l'information du public, de la constitution des dossiers et du versement des indemnités en cas de chômage complet.

Celle du Val-de-Travers, en plus de ces mêmes tâches, traite des cas d'indemnités en cas de réduction de l'horaire de travail et d'intempéries. Elle assume également une partie des tâches concernant les accords bilatéraux.



ORGANIGRAMME – ETAT AU 31 DECEMBRE 2013





GÉNÉRALITÉS

Durant l'exercice 2013, la conjoncture économique suisse a maintenu sa croissance. Le canton de Neuchâtel a également bénéficié de ce climat favorable.

Néanmoins, il convient de souligner que certains secteurs sont plus sensibles aux variations de la conjoncture et du taux de change de l'euro; ils connaissent une diminution de croissance, voire une stagnation.

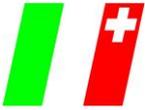
Pour la quatrième fois en 2013, la caisse a procédé à des vérifications sur la base de la loi sur le travail au noir (LTN) grâce à des listes fournies par le SECO provenant de la mise en relation entre les données de l'assurance-chômage et de l'AVS.

Plusieurs contrôles ont débouché sur des demandes de restitution de prestations indûment touchées et sur des procédures pénales.

De nouveaux contrôles sont prévus durant le premier semestre 2014.

Les principaux indicateurs 2013 sont les suivants :

- 475'893 indemnités de chômage ont été octroyées par notre caisse, contre 411'200 en 2012 (+ 15.73%)
- Le montant des prestations de chômage allouées par la CCNAC a enregistré une augmentation passant de 63.3 millions de francs en 2012 à 71,4 millions en 2013 (+ 12.79%).



LE CHÈQUE-EMPLOI

Depuis 2005, le Canton de Neuchâtel, par le biais de la Caisse cantonale neuchâteloise d'assurance-chômage et en collaboration avec les Villes de La Chaux-de-Fonds, Neuchâtel et Le Locle, propose à sa population la mise à disposition d'un système de chèque emploi pour les emplois de proximité. Cet outil permet de simplifier les démarches administratives pour l'annonce aux assurances sociales de travailleurs occupés dans le cadre de l'économie domestique.

Tant les employeurs souhaitant clarifier les rapports de travail qu'ils entretiennent avec leurs employés, que les employés concernés ont salué le dispositif mis en place et le succès ne cesse de se confirmer au fil des années.

Cet outil répond parfaitement aux attentes émises lors de la création de la société par les membres fondateurs, en particulier en conférant une couverture sociale appropriée à de nombreuses personnes qui en étaient jusque-là dépourvues.

Suite aux décisions prises par le conseil d'administration, TAC Sàrl a fait l'acquisition d'un nouvel outil informatique développé par le SIEN et qui a été mis en place dès le 1^{er} janvier 2013.

Avec près de 4,5 millions de masse salariale déclarée aux assurances sociales en 2015, les résultats de TAC Sàrl ont encore sensiblement progressé.

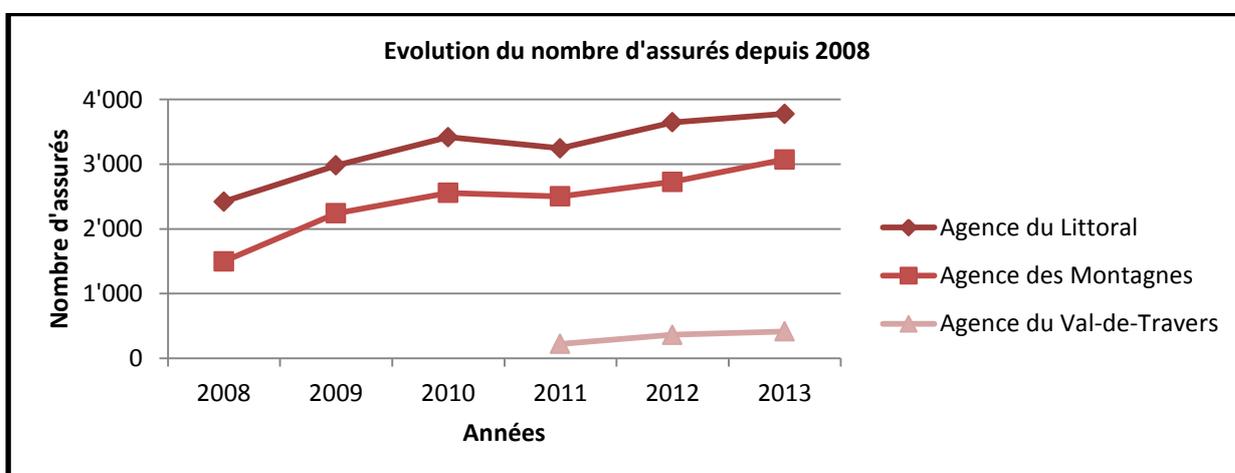
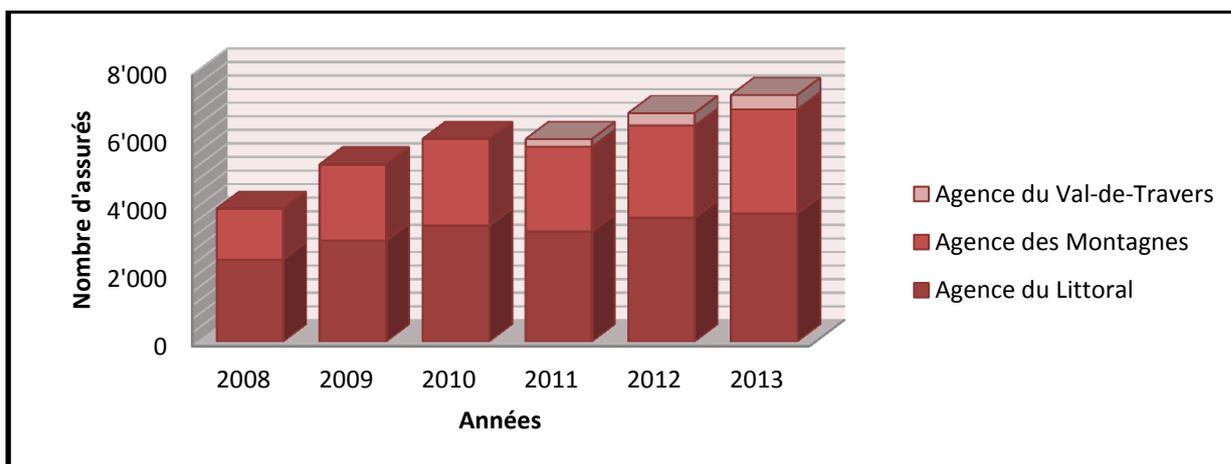
Dès 2011, TAC Sàrl est soumise à la TVA et ces nouvelles charges viennent grever les comptes de manière significative.

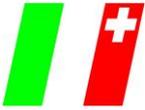
La direction et les collaborateurs de TAC Travail au Clair Sàrl tiennent à remercier les partenaires du projet chèque-emploi neuchâtelois pour leur disponibilité ainsi que leur souci constant de rechercher les solutions adéquates et simples.

TABLEAUX ET GRAPHIQUES RELATIFS A L'ÉVOLUTION DE L'INDEMNITÉ DE CHÔMAGE

Evolution du nombre d'assurés inscrits à la CCNAC depuis 2008

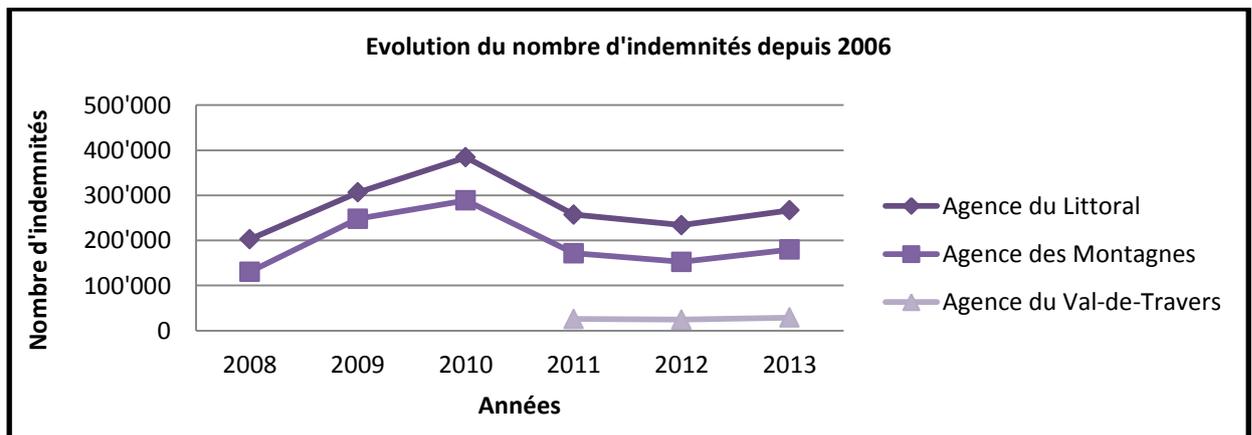
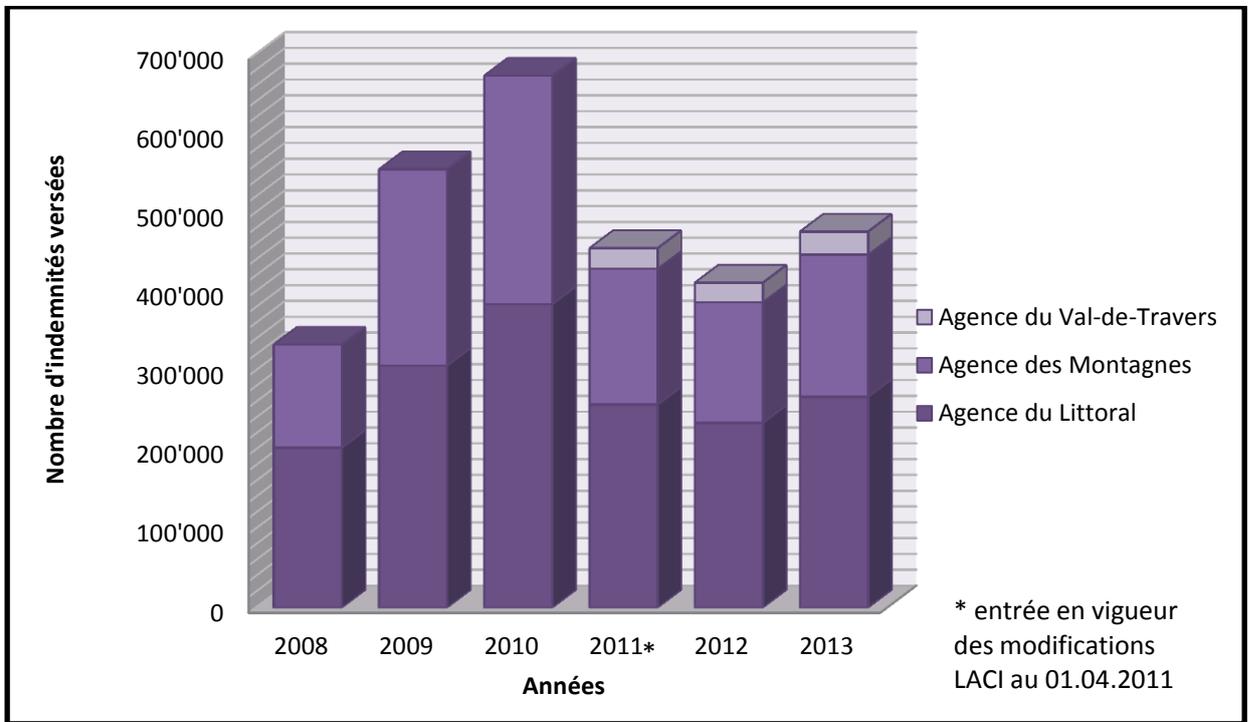
	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Agence du Littoral	2'421	2'981	3'418	3'246	3'647	3'778
Agences des Montagnes	1'498	2'241	2'556	2'502	2'726	3'073
Agence du Val-de-Travers	0	0	0	220	361	414
TOTAUX	3'919	5'222	5'974	5'968	6'734	7'265





Evolution du nombre d'indemnités de chômage versées depuis 2008 par la CCNAC

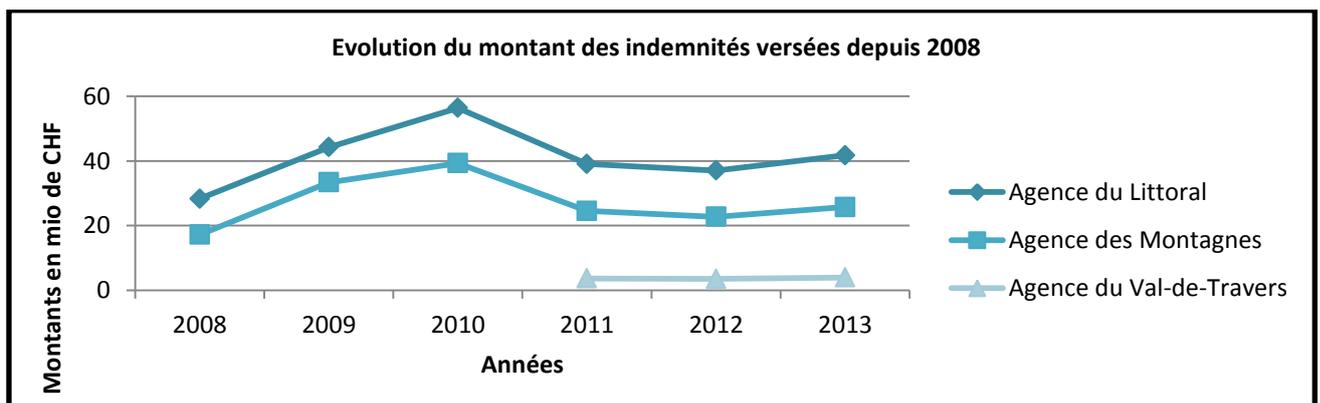
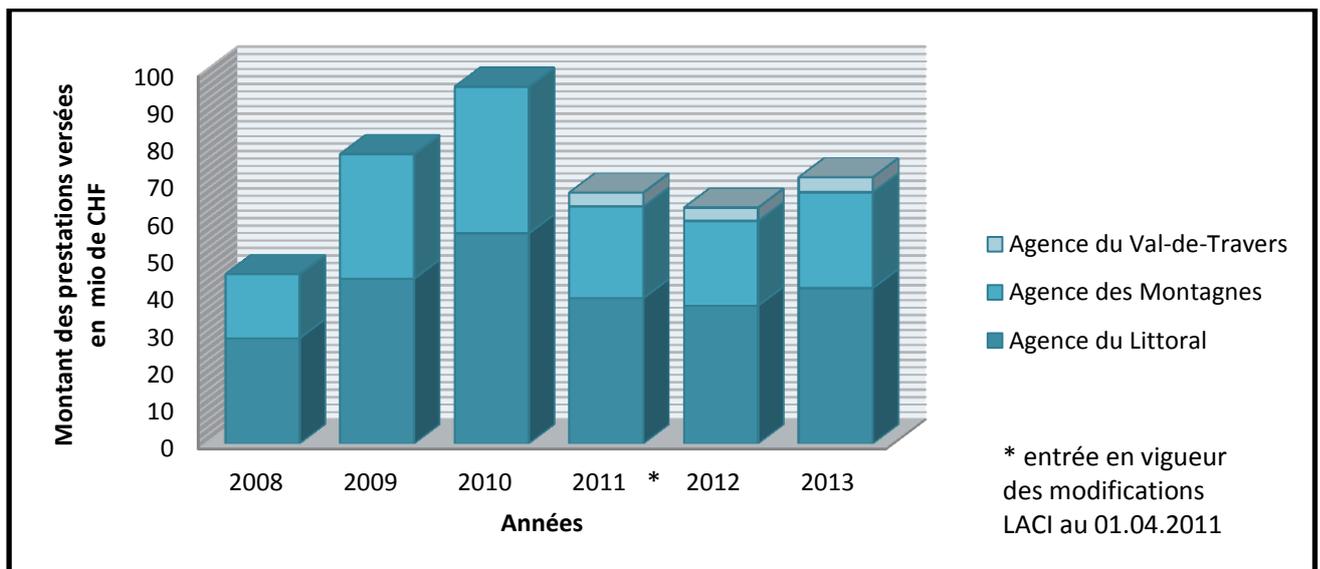
	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Agence du Littoral	202'639	306'524	384'305	257'308	234'037	266'969
Agences des Montagnes	130'420	248'178	288'800	171'723	152'673	179'845
Agence du Val-de-Travers	0	0	0	25'846	24'490	29'079
TOTAUX	330'059	554'702	673'105	454'877	411'200	475'893

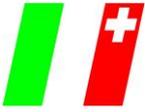




Evolution du montant des indemnités de chômage versées depuis 2008 par la CCNAC

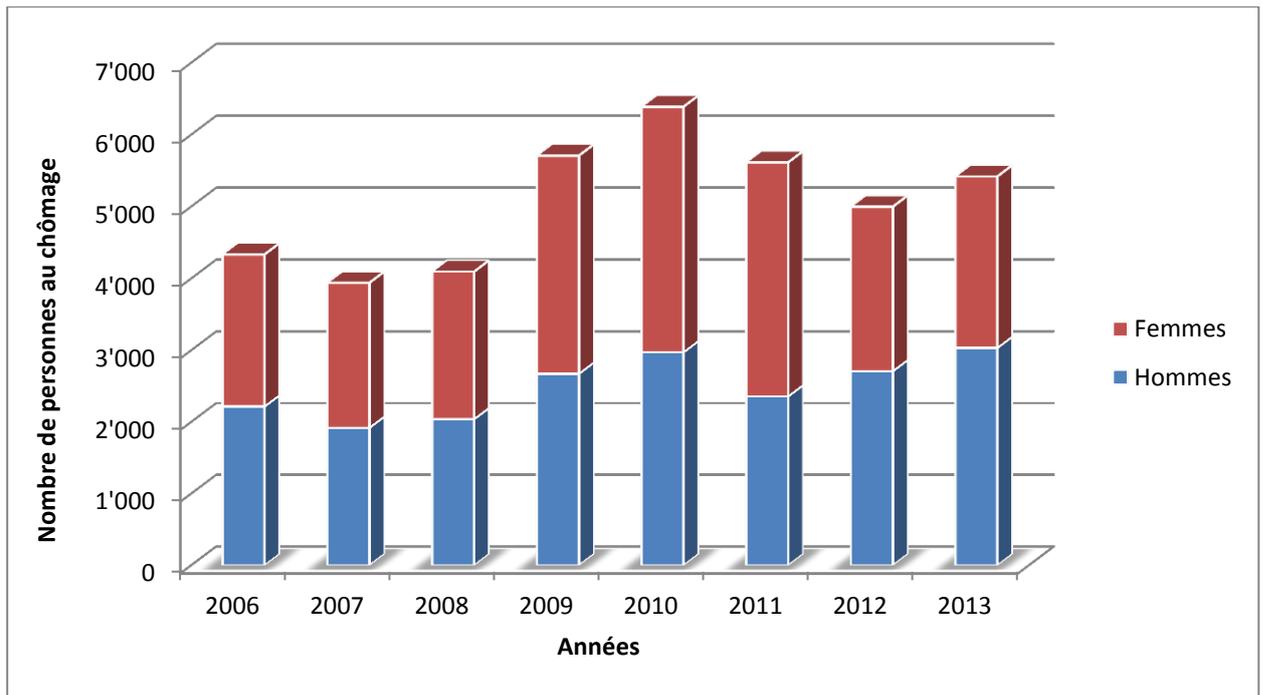
	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Agence du Littoral	Fr. 28'301'744	Fr. 44'263'493	Fr. 56'418'012	Fr. 39'085'035	Fr. 37'041'045	Fr. 41'737'209
Agences des Montagnes	Fr. 17'185'817	Fr. 33'399'654	Fr. 39'317'944	Fr. 24'564'910	Fr. 22'727'598	Fr. 25'720'767
Agence du Val-de-	0	0	0	Fr. 3'696'838	Fr. 3'546'911	Fr. 3'997'878
TOTAUX	Fr. 45'487'562	Fr. 77'663'148	Fr. 95'735'957	Fr. 67'346'784	Fr. 63'315'555	Fr. 71'455'854

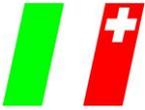




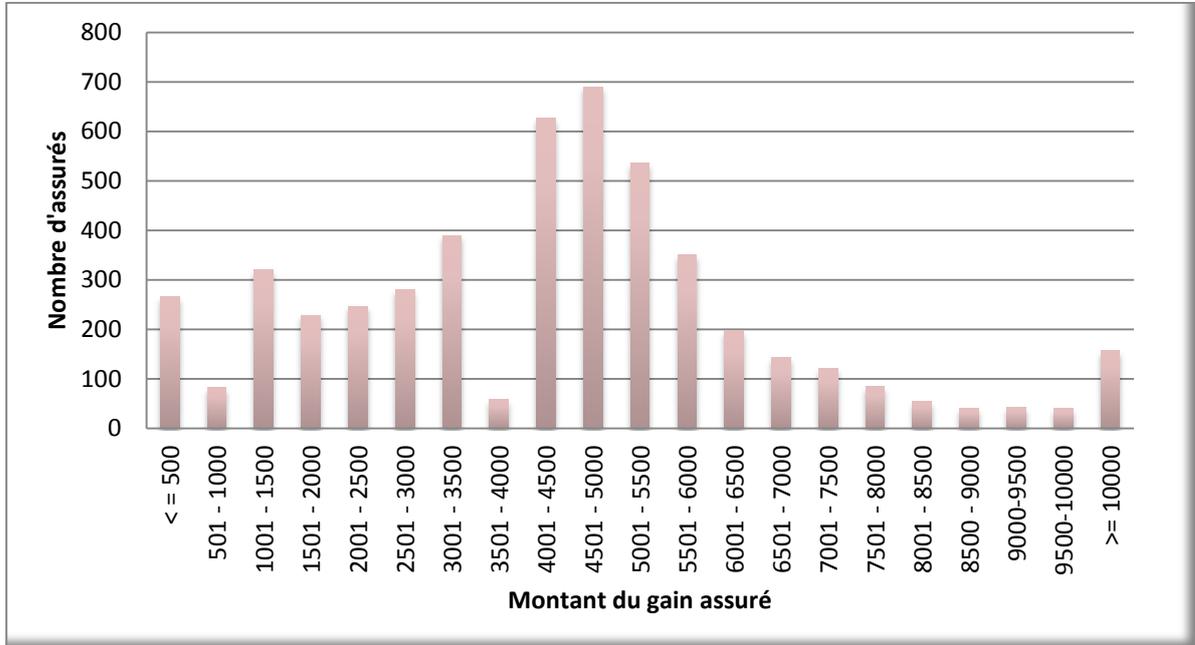
Evolution du nombre d'hommes et femmes au chômage depuis 2006

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Nombre de femmes	2'118	2'021	2'056	3'036	3'415	3'257	2'708	3'034
Nombre d'hommes	2'216	1'918	2'039	2'672	2'973	2'357	2'289	2'385
TOTAUX	4'334	3'939	4'095	5'708	6'388	5'614	4'997	5'419

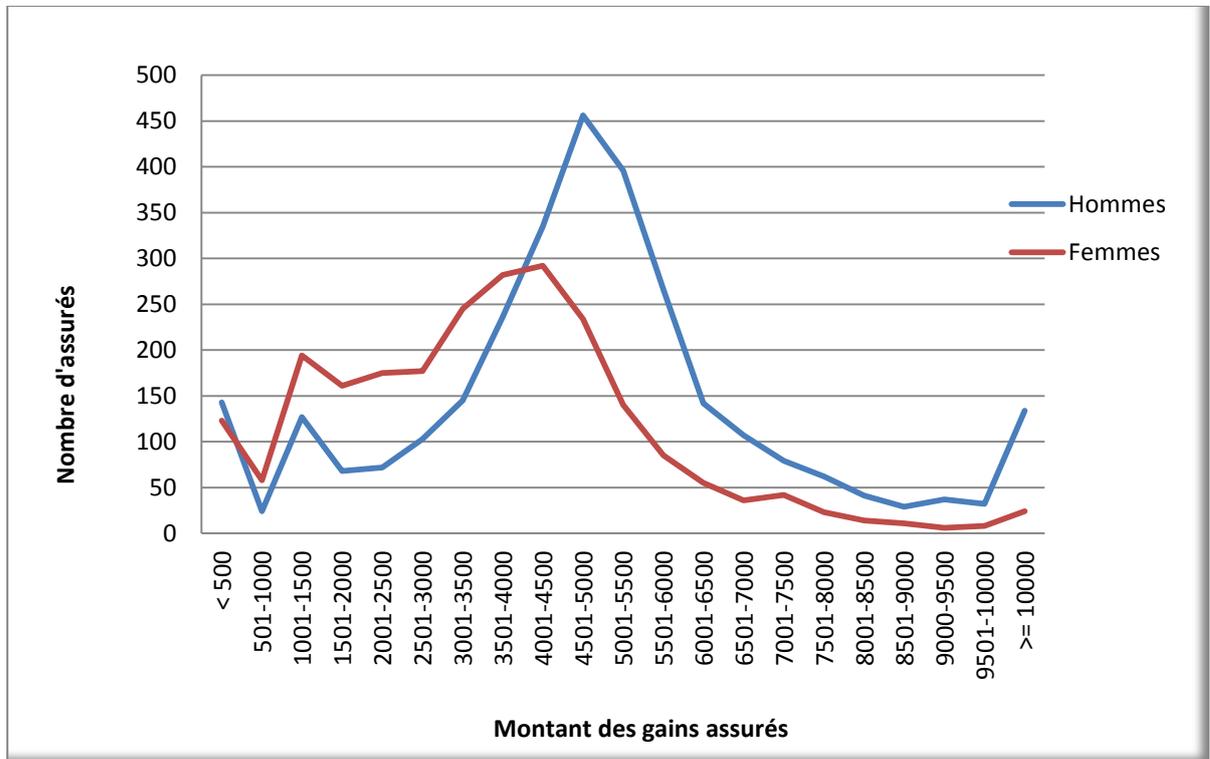


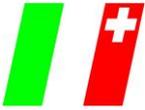


Nombre de personnes par gain assuré en 2013



Comparaison entre femmes et hommes en 2013 par gain assuré

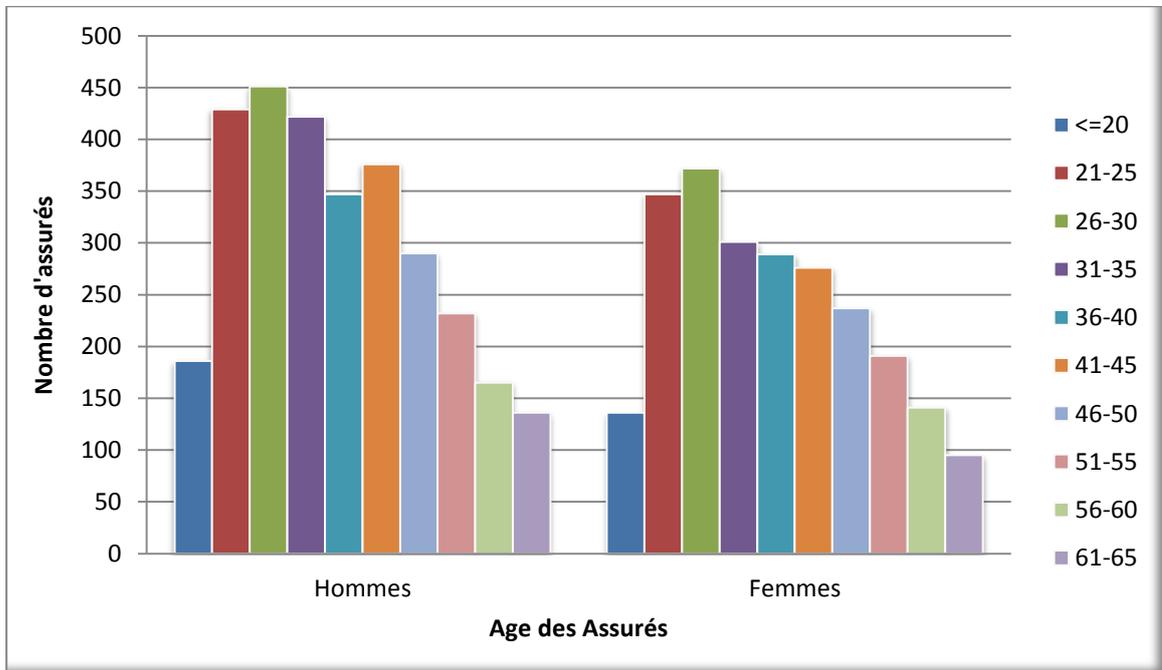




Nombre d'assurés par sexe et par classe d'âge en 2013

Tranches d'âge	<=20	21 – 25	26 - 30	31 - 35	36 – 40	41 – 45	46 - 50	51 - 55	56 - 60	61 - 65	Total
Hommes	186	429	451	422	347	376	290	232	165	136	3034
Femmes	136	347	372	301	289	276	237	191	141	95	2385
Nombre total de chômeurs	322	776	823	723	636	652	527	423	306	231	5419

Nombre de personnes par gain assuré



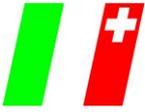


LE SERVICE JURIDIQUE

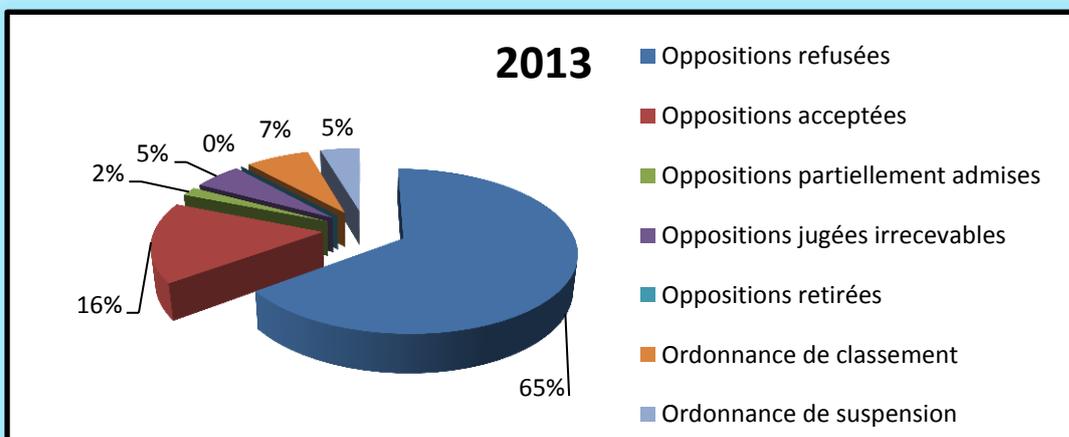
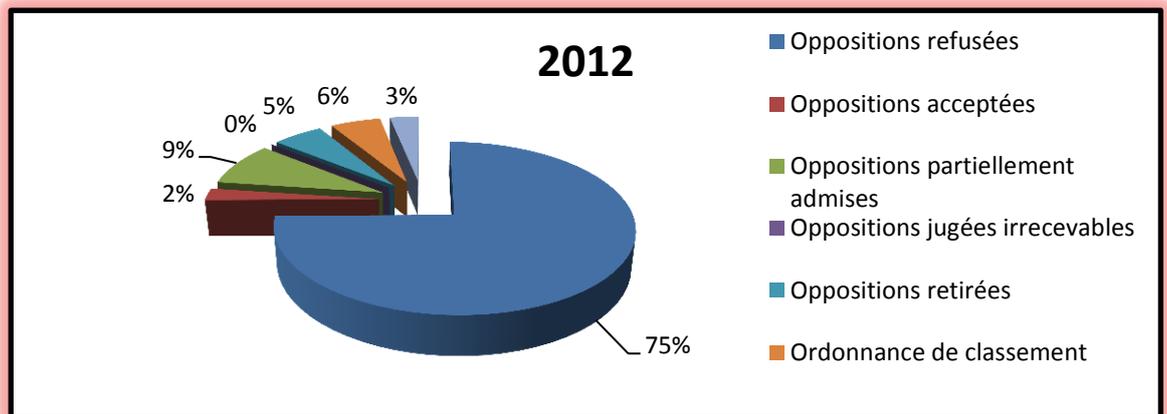
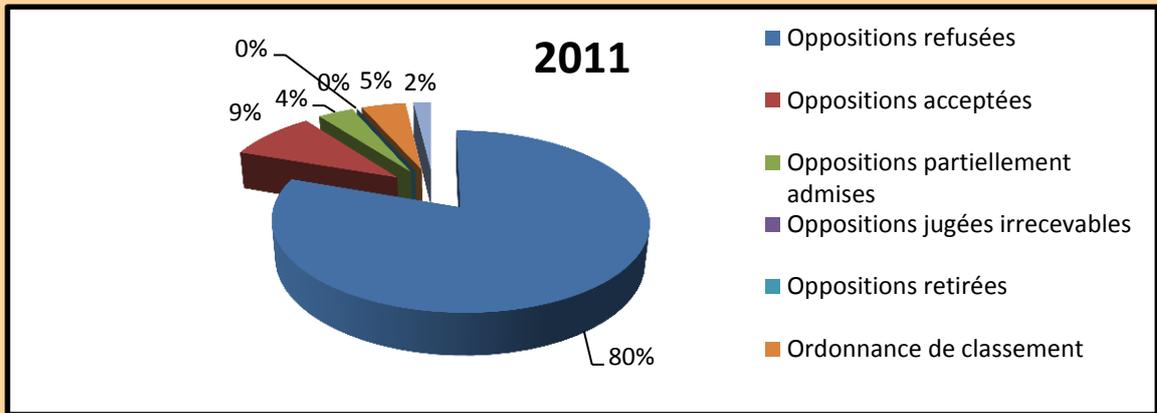
Dès le 1^{er} janvier 2003, la nouvelle loi sur la partie générale des assurances sociales (LPGA) est entrée en vigueur. Les assurés disposent d'une possibilité de faire opposition aux décisions rendues par la CCNAC dans le cadre du traitement de leur dossier.

Pour 2013, 111 oppositions (127 en 2012) ont été déposées auprès de l'administration centrale.

Issue des oppositions	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Refusées	66	56	85	76	86	95	72
Partiellement admises	0	3	1	6	4	3	2
Acceptées	7	8	10	13	10	11	18
Oppositions retirées	0	0	1	0	0	0	0
Jugées irrecevables	1	2	1	1	0	7	6
Ordonnances de classement	7	3	6	1	5	7	8
Ordonnances de suspension	5	2	3	9	2	4	5
TOTAL	86	74	107	106	107	127	111



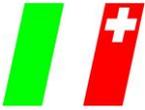
Tendance des trois dernières années





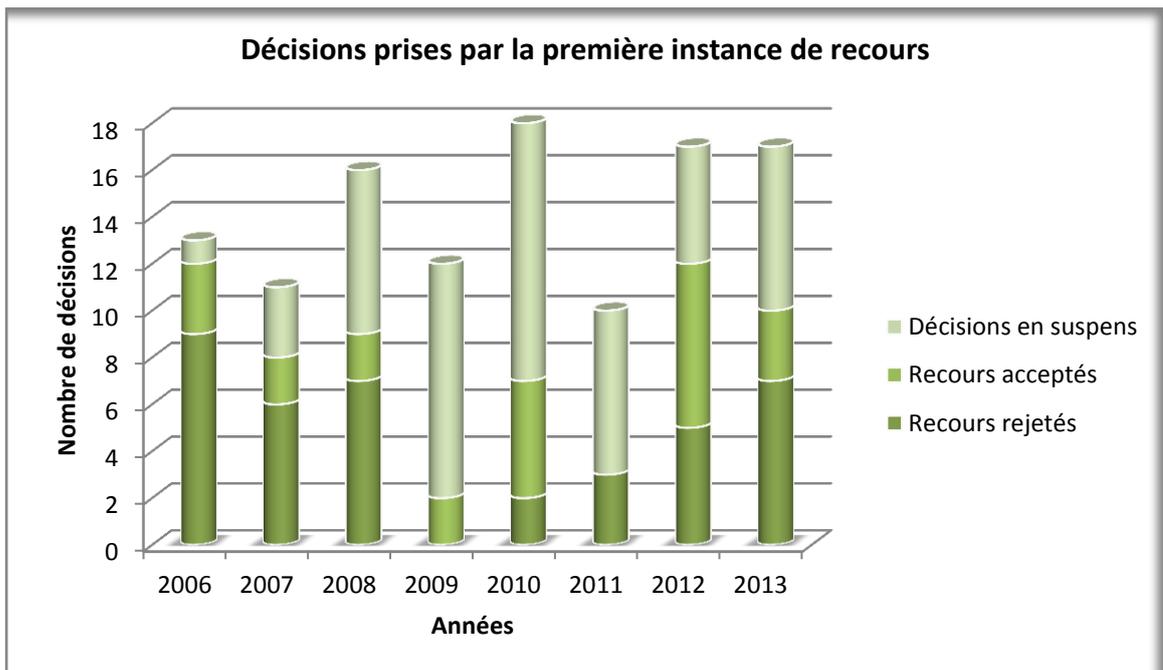
LES DECISIONS ADMINISTRATIVES

Motif des décisions	Année	Agence du Littoral	Agence des Montagnes	Administration Centrale+agence de Fleurier	Total
Refus du droit aux indemnités à des personnes ne remplissant pas les conditions requises pour l'indemnisation	2013	443	273	43	759
	2012	381	347	10	738
	2011	314	313	0	627
	2010	278	282	4	564
	2009	353	375	0	728
	2008	241	279	0	520
Refus d'indemniser durant le délai légal de congé	2013	78	26	10	114
	2012	8	7	0	15
	2011	2	4	0	6
	2010	9	6	0	15
	2009	13	11	0	24
Violation des obligations découlant du contrat de travail ayant donné lieu à la résiliation de celui-ci	2013	45	47	2	94
	2012	61	40	0	101
	2011	71	53	0	124
	2010	47	53	0	100
	2009	77	59	0	136
	2008	45	40	0	85
Résiliation du contrat de travail par l'assuré, sans avoir retrouvé un nouvel emploi	2013	62	79	9	150
	2012	137	106	0	243
	2011	102	89	0	191
	2010	110	84	0	194
	2009	118	74	0	192
Remboursement d'indemnités indûment touchées	2013	170	214	45	429
	2012	168	163	11	342
	2011	208	203	0	411
	2010	141	207	1	349
	2009	148	112	1	261
	2008	133	118	2	253
Motifs divers	2013	19	22	8	49
	2012	74	42	0	116
	2011	52	20	0	72
	2010	34	21	5	60
	2009	86	14	0	100
	2008	13	6	1	20
TOTAUX	2013	817	661	117	1595
	2012	829	705	21	1552
	2011	749	682	0	1431
	2010	619	653	10	1281
	2009	795	645	1	1441
	2008	556	555	3	1114



Les décisions prises par la première instance de recours / Cour de droit public (CDP)

Issue des décisions	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Recours rejetés	9	6	7	0	2	3	5	7
Recours acceptés /partiellement admis / renvoi CCNAC	3	2	2	2	5	0	7	3
Décisions en suspens au 31 décembre 2013 (à la CDP)	1	3	7	10	11	7	5	7
TOTAUX	13	11	16	12	18	10	17	17





INDEMNITÉS VERSÉES AUX ENTREPRISES

La CCNAC est à disposition des entreprises sises dans le canton afin de leur verser des indemnités en cas de réduction de l'horaire de travail (RHT) et des indemnités en cas d'intempéries (INT).

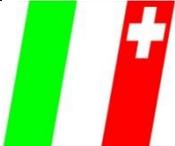
En revanche, au niveau cantonal, elle est seule compétente pour le versement des indemnités en cas d'insolvabilité (ICI).

En 2012, la CCNAC a versé les prestations suivantes :

	Nombre d'entreprises indemnisées	Perte de travail en heures	Montant total des indemnités versées
RHT			
2013	128	266'708	7'238'404.80
2012	73	251'831	8'237'760.25
2011	100	108'159	2'979'413.80
2010	289	1'194'451	32'701'768.10
2009	295	1'740'835	48'414'760.80
2008	10	15'183	331'040.85
INT			
2013	41	44'783	1'046'734.20
2012	51	48'255	1'253'218.45
2011	14	10'085	230'731.05
2010	29	45'178	1'194'453.40
2009	44	55'671	1'388'668.75
2008	9	7'645	150'414.70
ICI			
2013	18		535'870.70
2012	17		2'845'037.05
2011	15		280'003.20
2010	18		407'844.15
2009	28		1'380'211.85
2008	20		568'735.85



Les chiffres clés

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
IC Indemnité journalière de chômage nette moyenne	136.05	138.10	146.55	142.25	153.75	159.15	162.55
IC Durée de l'indemnisation moyenne	89.24	83.79	106.22	113.71	77.55	86.2	90.5
RHT Salaire horaire moyen y compris bonification charges sociales	21.54	21.80	27.81	29.05	27.72	32.71	27.15
INT Salaire horaire moyen y compris bonification des charges sociales	27.09	19.67	24.94	26.43	22.87	25.97	23.16

Chiffres pour l'ensemble du pays, transmis à titre indicatif en CHF

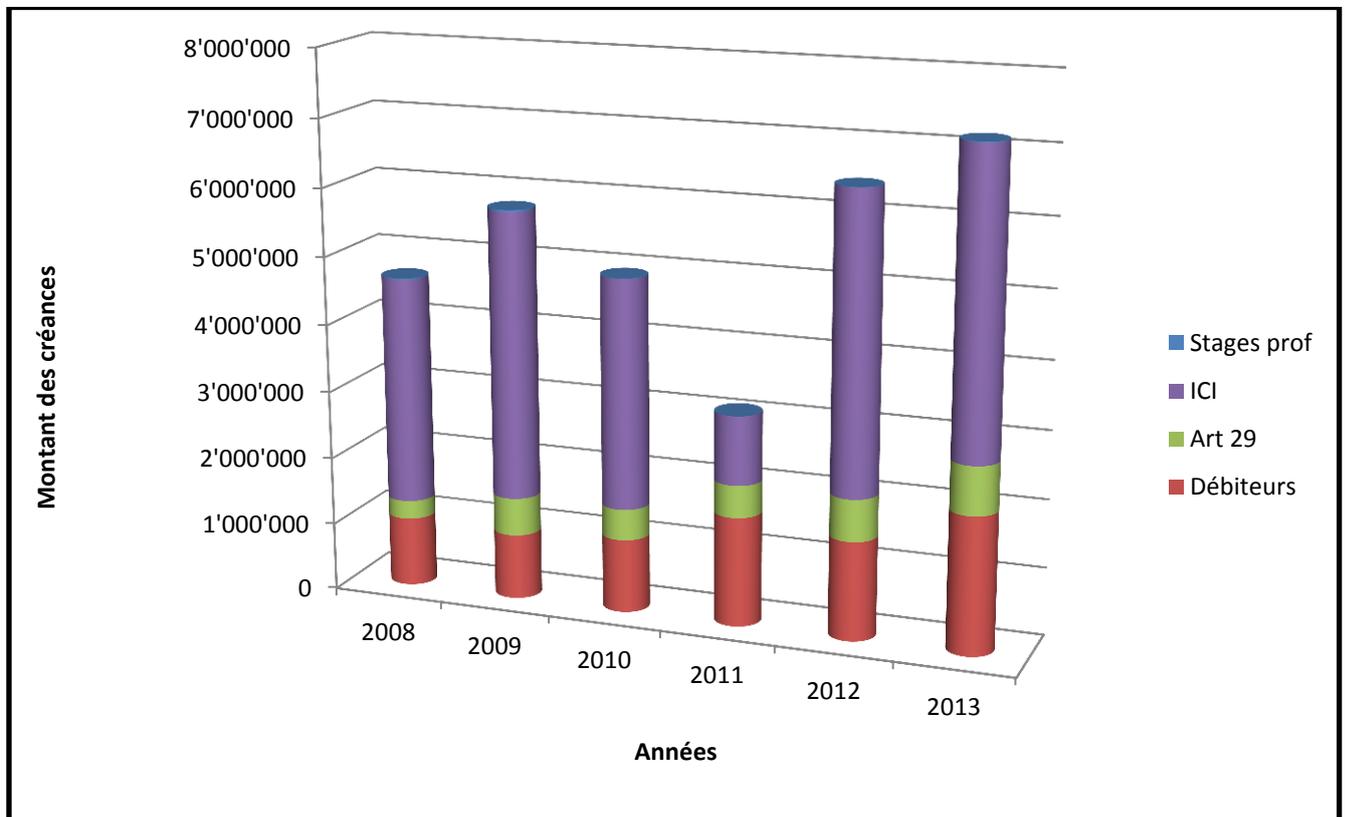
	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
IC	3'279'900'000	3'066'400'000	4'480'700'000	5'025'200'000	4'157'900'000	4'277'100'000	4'809'100'000
RHT	11'900'000	17'900'000	997'300'000	538'800'000	96'400'000	157'500'000	132'800'000
INT	14'100'000	20'800'000	76'500'000	72'500'000	27'000'000	97'800'000	74'300'000
ICI	28'700'000	26'400'000	36'000'000	27'200'000	21'900'000	36'600'000	33'300'000



LA COMPTABILITÉ

Evolution des créances de la caisse entre 2008 et 2013

	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Débiteurs	Fr. 1'024'661.73	Fr. 962'473.95	Fr. 1'088'267.35	Fr. 1'616'897.30	Fr. 1'462'878.15	Fr. 2'031'410.60
Art. 29 LACI	Fr. 272'326.40	Fr. 557'683.80	Fr. 456'841.90	Fr. 474'388.80	Fr. 615'405.10	Fr. 712'404.20
ICI	Fr. 3'339'252.75	Fr. 4'225'722.60	Fr. 3'373'540.40	Fr. 1'010'261.35	Fr. 4'360'099.00	Fr. 4'403'450.55
Stages prof.	Fr. 15'821.35	Fr. 26'289.85	Fr. 7'641.85	Fr. 1'509.15	Fr. 4'798.55	Fr. 11'459.00
TOTAUX	Fr. 4'652'062.23	Fr. 5'772'170.20	Fr. 4'926'291.50	Fr. 3'103'056.60	Fr. 6'443'180.80	Fr. 7'158'724.35





Compte d'exploitation 2013	Dépenses CHF	Recettes CHF
Indemnités de chômage	78'482'936.10	
Indemnités en cas de réduction de l'horaire de travail	7'258'865.80	
Indemnités en cas d'intempéries	1'137'988.00	
Indemnités en cas d'insolvabilité	535'870.70	
Frais afférents au projet	12'483'177.10	
Allocations de formation	820'601.25	
Cotisations sociales sur allocation de formation	76'006.95	
Frais de cours	1'381'842.95	
Allocations d'initiation au travail	1'038'550.80	
Contribution aux frais de déplacement quotidien	15'159.45	
Contribution aux frais de séjour hebdomadaire	8'313.45	
Frais de justice et de procédure	26'722.30	
Honoraires avocat privé	19'672.00	
Frais de poursuite	11'783.40	
Bonification pour risque de responsabilité du Fondateur	19'094.00	
Frais d'administration	4'269'925.10	
Différences d'arrondis (dépenses)	0.95	
Autres charges	280'249.85	
Produit insolvabilité		97'335.85
Produit stages professionnels		65'935.65
Remboursement d'anciennes prestations		127.00
Produit responsabilité du fondateur CCh		2'135.00
Cotisations AVS sur IC		3'972'108.75
Cotisations LPP sur IC		462'346.85
Cotisations AANP sur IC		2'028'804.15
Produit provenant des frais de justice et de procédure		3'210.00
Remboursement de frais de poursuite		4'223.45
Intérêts créditeurs		6'542.95
Différences d'arrondis (produits)		0.37
Produit des remboursements		640.00
Avances du SECO		99'700'000.00
Exportation des prestations accords bilatéraux		3'296.83
Sous-totaux	107'866'760.15	106'346'706.85
Perte 2013		1'520'053.30
TOTAUX	107'866'760.15	107'866'760.15



Bilan 2013	Actifs CHF	Passifs CHF
Caisses	442.05	
Banques	1'148'918.18	
Demandes de restitution	2'031'410.60	
Avances aux assurés	92'607.05	
Créances fondées sur l'art. 29 LACI	712'404.20	
Créances en cas d'insolvabilité	4'403'450.55	
Créances stages professionnels	11'459.00	
Créances responsabilité Fondateur CCh Fleurier	37'499.90	
Caisse de l'Etat	28'846.50	
Avoirs impôt anticipé	372.85	
Actifs transitoires	247'828.95	
Machines et mobilier de bureau	19'481.00	
Logiciels	59'180.00	
Matériel informatique	45'195.00	
Transformation immobilières	33'342.00	
Dettes à court terme IC MMT INT RHT ICI AEP		60'401.70
Nouvel envoi retours provenant de la GB		129.25
Compte de passage pour retours provenant de la GB		729.90
Provision pour créances fondées sur l'art. 29 LACI		718'558.40
Provision pour créances en cas d'insolvabilité		4'403'450.55
Provision pour créances stages professionnels		12'307.75
Créanciers frais administratifs		22'444.40
Passifs transitoires		3'549.05
Sous-totaux	8'872'437.83	5'221'571.00
Fonds de roulement au 01.01.2013	5'170'920.13	
Perte de l'exercice 2013	1'520'053.30-	
Capital au 31.12.2013		3'650'866.83
TOTAUX	8'872'437.83	8'872'437.83

NB : Dès le 1^{er} novembre 2008, le Centre suisse de microfilmage ainsi que la Caisse interprofessionnelle de chômage de Fleurier ont été intégrés dans la comptabilité de la CCNAC.



LE CENTRE SUISSE DE MICROFILMAGE

Créé à fin 1993, le Centre suisse de microfilmage dispose d'une surface de travail de 310 m² pour exercer son activité.



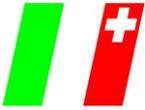
Matériel d'archivage du centre de microfilmage

3 caméras Kodak (Imagelink Microimager 70)



1 laboratoire de développement Kodak
(Prostar II processor)



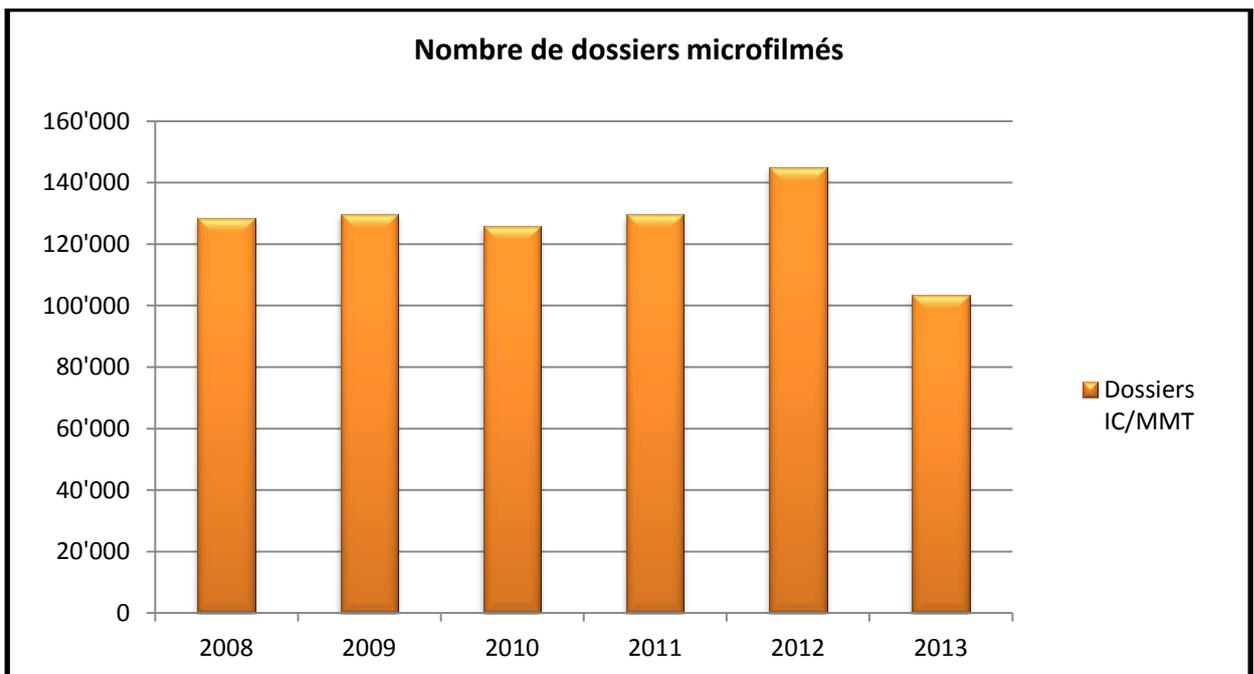


Statistique des machines

	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Nombre de films utilisés	2046	2062	1926	1926	2120	1528
Utilisation de la machine à développer en heures	764	766	725	716	773	552

Volume microfilmé

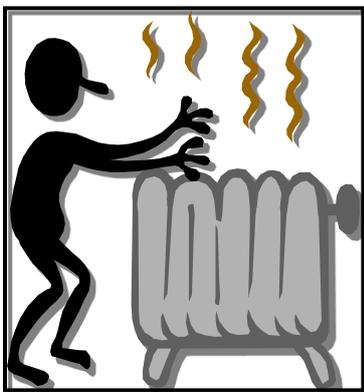
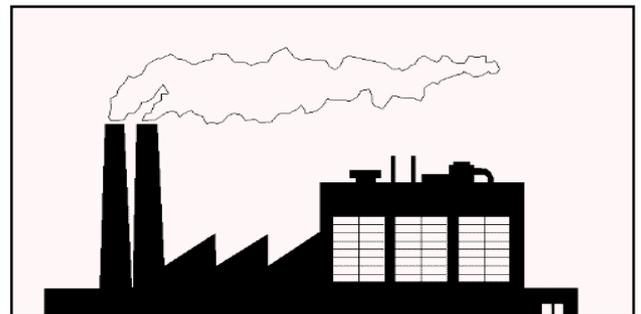
	Dossiers					Nombre de pages				
	2009	2010	2011	2012	2013	2009	2010	2011	2012	2013
Dossiers IC/MMT	129'816	125'893	129'738	144'983	103'519	7'801'940	7'566'173	7'797'244	8'713'467	5'660'384
Dossiers RHT/INT/ICI	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Divers (mandat)	-	-	-	-	-	375	6'771	53	-	179
Comptabilité	-	-	-	-	-	162'067	54'258	45'261	-	560'881
Total	-	-	-	-	-	7'964'382	7'627'202	7'842'558	8'713'467	6'221'444



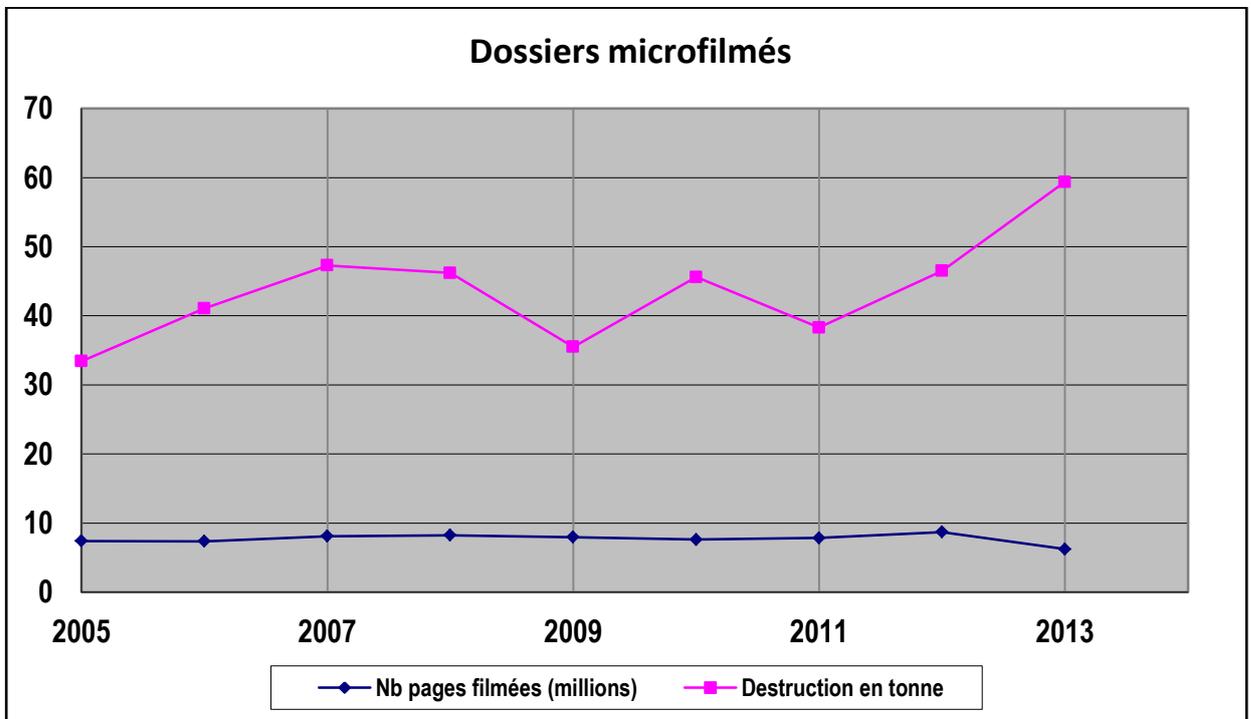
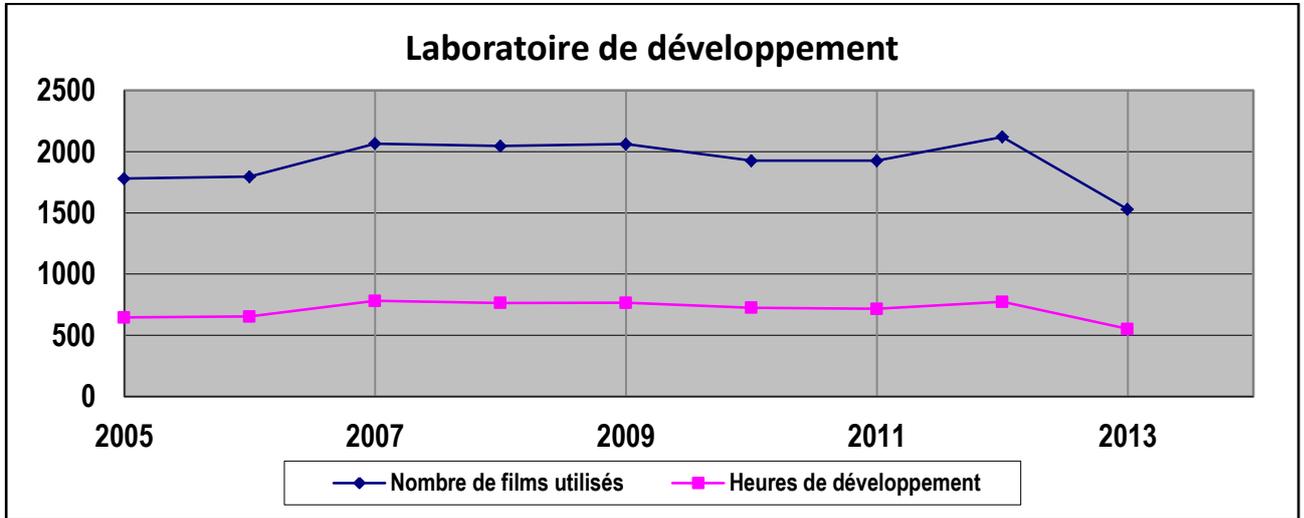
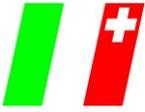
Volume des données détruites

Année de destruction	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Nombre de tonnes	46.21	35.5	45.6	38.31	46.5	59.36

Le Centre régional d'incinération des ordures VADEC à La Chaux-de-Fonds est chargé de détruire (sous contrôle) tous les dossiers microfilmés. L'incinération de ces volumes de papier alimente le système communal de chauffage à distance.



50'000 tonnes d'objets incinérés permettent de chauffer 12'000 habitants pendant une année



FONDS CANTONAL D'INSOLVABILITÉ

Depuis le 1^{er} janvier 1999, la CCNAC est chargée de l'application des dispositions légales du Fonds cantonal d'insolvabilité (anciennement loi Mamie).

A cette date, les prestations auxquelles peuvent prétendre les assurés se composent de la part du 13^{ème} salaire et des vacances pour une période maximale de 6 mois en complément à l'intervention de la LACI ; sous réserve des autres conditions du droit contenues dans la loi et le règlement des mesures de crise.

Par un arrêté du 25 mai 2005, le Conseil d'Etat a modifié l'étendue des prestations. Dès cette date, seule la part du 13^{ème} salaire peut être prise en compte par le biais de l'indemnité cantonale en cas d'insolvabilité. Cette limitation des prestations a produit les effets escomptés et la diminution des charges s'est pleinement fait ressentir. Néanmoins, il convient de souligner que seul le canton de Neuchâtel dispose d'une telle prestation qui vient en complément de la LACI.

Suite à une évaluation approfondie de cette prestation et compte tenu du montant des sommes versées, le Conseil d'Etat a décidé de supprimer l'indemnité cantonale en cas d'insolvabilité dès le 1^{er} janvier 2012. Des interventions ciblées seront néanmoins possibles par le biais de la Fondation neuchâteloise de secours aux chômeurs.





Les charges comptabilisées durant l'année 2013

Dix heures de travail ont été accomplies pour le compte du Fonds cantonal d'insolvabilité; ce qui représente des frais d'administration de Fr. 576.60.

Compte d'exploitation 2013

Dépenses		Recettes	
Indemnités ICI	Fr. ---	Avance pour paiements	Fr. ---
Honoraires (Fiduciaire)	Fr. ---	Intérêts actifs	Fr. 104.95
Frais bancaires	Fr. 24.00	Dividendes ICI	Fr. ---
Frais administratifs	Fr. 576.60	Solde au 31.12.2013	Fr. 495.65
Totaux	Fr. 600.60		Fr. 600.60

Bilan 2013

Bilan insolvabilité cantonale	Actifs	Passifs
Banque	Fr. 146'197.60	
Impôt anticipé à recouvrer	Fr. 36.70	
Créances d'insolvabilité	Fr. 14'570.35	
		Fr. 576.60
Créanciers frais administration		Fr. 14'570.35
Provision insolvabilité		Fr. 145'657.70
Fonds de roulement		
Totaux	Fr. 160'804.65	Fr. 160'804.65



SUBVENTIONS CANTONALES AUX PRIMES APG (Assurance perte de gain)

Tableau Année 2013

	Nombre d'assurés	Montant indemnisé
Nouveau droit	35	Fr. 41'246.95
Ancien droit	28	Fr. 48'904.45
TOTAL	63	Fr. 90'151.30

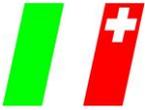
Dès le 1^{er} janvier 1999, suite à la résiliation du contrat collectif conclu avec Avenir-Assurances, les personnes sans emploi ne disposent plus d'une couverture automatique de la perte de gain, en cas de maladie.

Afin de pallier à cette carence du droit fédéral, le canton a décidé de mettre en place un système de subventionnement des primes pour les personnes souhaitant conclure volontairement une assurance perte de gain durant une période de chômage.

Dès le 1^{er} juillet 2002 et compte tenu des expériences acquises, l'âge permettant de bénéficier de cette prestation a été abaissé de 50 à 45 ans. De plus, le nouveau barème a privilégié les personnes avec charges familiales par une augmentation du montant de la subvention.

Durant l'année 2013, 63 personnes (58 en 2012) ont bénéficié de cette mesure. Le montant versé à titre de subvention s'élève à Fr. 90'151.30 (Fr. 73'130.15 en 2012).

	Nombre de bénéficiaires	Total des subsides versés
2013	63	Fr. 90'151.30
2012	58	Fr. 73'130.15
2011	96	Fr. 112'619.65
2010	126	Fr. 155'622.75
2009	98	Fr. 108'710.10
2008	101	Fr. 115'488.15



CONCLUSIONS

Le soussigné remercie principalement le personnel de la CCNAC de sa précieuse collaboration et des efforts importants consentis durant cette période particulièrement chargée. Sans cette disponibilité sans faille et les compétences acquises au fil des années, les prestations n'auraient pas pu être servies dans les délais appropriés.

Nous tenons également à remercier les collaborateurs du SECO pour le soutien apporté.

CAISSE CANTONALE NEUCHÂTELOISE
D'ASSURANCE-CHÔMAGE
Administration centrale
Le directeur

P. Guillet